

CIBLE

Facebook

Facebook ? Par pitié, messieurs les avocats des dirigeants, n'y voyez pas une insulte à l'égard des personnes qui vont être citées ! Nous avons voulu franciser *Facebook* pour souligner l'investissement des dirigeants français de droite et de gauche dans ce nouveau moyen de communication.

Ces derniers auraient-ils inventé quelque chose ? Non ! Ils ont copié Barack Obama qui a très efficacement utilisé la Toile et Facebook. Cette « donnée majeure » de la campagne du candidat démocrate a donc été importée avec soin. Nicolas Sarkozy a rafraîchi son image en se faisant filmer en compagnie de son épouse. Et c'est ainsi que Nicolas s'est fait 96 000 amis en neuf mois ! C'est moins que le nombre de salariés mis au chômage pendant la même période mais les joies simples d'un couple ne sauraient être troublées pour si peu...

Martine Aubry n'est pas en reste. Son site est une réplique fidèle de celui de Barack Obama ! Tout le problème est de savoir si, sur un an, le nombre de ses nouveaux amis de Facebook dépassera le nombre des démissionnaires du Parti socialiste.

URGENCE

Il faut refonder l'Université

Histoire

Le temps de la Résistance

p. 6-7

États-Unis

La fin du rêve

p. 8

6 juin 1944

Insulte à la Reine

Madame Ségolène Royal, cette fois, il y a urgence à se faire excuser !

Tous les adjectifs auront été employés par la presse d'outre-Manche : frustrée, choquée, outragée, indignée, furieuse, de ne pas avoir reçu d'invitation du président Nicolas Sarkozy, pour les cérémonies du 65^e anniversaire du débarquement, en présence du président américain Barack Obama, la reine Élisabeth II, digne, à l'image de sa fonction royale, n'en laissera rien paraître.

Notre président goujat a fait savoir, par l'intermédiaire du porte-parole du gouvernement, Luc Chatel, qu'« *Élisabeth II était naturellement la bienvenue.* » Traduction : j'ai été très mal élevé de ne pas vous avoir invité, Madame, mais en outre, je vous invite à faire de même, en vous invitant vous-même, et vous serez ainsi, la bienvenue, entre mal élevés.

Et d'ajouter « *qu'il n'appartient pas à la France de désigner la représentation britannique* », le Premier ministre britannique Gordon Brown, étant lui, invité, tout comme le Premier ministre canadien Stephen Harper.

Traduction : Madame, nous sommes incapables de comprendre qu'en tant que chef de l'État du Royaume-Uni mais aussi du Canada, vous puissiez prétendre représenter auprès du chef de l'État français et de celui des États-Unis d'Amérique, votre pays, et d'autres ; seul, votre Premier ministre est habilité à vous désigner comme représentant ou non, des nations dont vous êtes reine.

De la goujaterie, nous sommes passés à l'insulte.

Il est vrai que Nicolas Sarkozy n'est pas très fêru d'histoire de France et d'histoire tout court.

Chacun se souvient de sa comparaison grotesque des anciens présidents de la République et de Louis XVI, aux *rois fainéants* mérovingiens ; sans oublier, qu'alors que le prince Jean, duc de Vendôme, était en 2008, l'invité officiel du gouvernement du Québec pour le 400^e anniversaire de la fondation de la ville du même nom, la délégation française également présente, avait totalement négligé d'associer à cet événement, la Maison royale de France.

Cette fois, nos amis canadiens, mais aussi australiens, néo-zélandais, qui ont été nos alliés, morts pour la France, et dont la reine Élisabeth II est également la souveraine, ne seront pas non plus honorés, au plus haut niveau de l'État.

Nicolas Sarkozy devrait savoir que la reine fut elle-même engagée dans la guerre, et qu'elle demeure le dernier chef d'État vivant en exercice, à avoir porté l'uniforme pendant la Seconde Guerre mondiale, que par ailleurs, les soldats du Commonwealth dont elle est le chef, furent encore plus nombreux que les Américains à mourir ce 6 juin 1944, comme l'a très justement rappelé le porte-parole de la Maison-Blanche, Robert Gibbs.

De tout cela, Nicolas Sarkozy n'en a sans doute que faire, pratiquant le double langage, il a d'abord déclaré que les commémorations étaient au départ une affaire franco-américaine, liée à la prise de fonction du nouveau président des États-Unis, mais que les Britanniques avaient souhaité être de la partie.

Après notre réintégration dans l'Otan, et à quelques jours des élections

européennes, il s'agissait bien de poser auprès de Barack Obama, comme alter ego, patron du continent européen, prenant symboliquement appui sur les commémorations du débarquement, au détriment de l'histoire propre à cet événement, et en utilisant les milliers de morts qui en firent le sacrifice, pour une photo exclusive.

Aussi, l'on comprend mieux les raisons réelles pour lesquelles la reine Élisabeth II n'était pas invitée, et ces motifs sont encore bien pires que les précédents, c'est du « *casse toi pov'con* », à une nuance près, il s'agit là de la reine Élisabeth II, et des nations alliées qu'elle représente précisément.

Barack Obama a parfaitement et immédiatement compris l'intérêt de Nicolas Sarkozy, pour lequel cette première visite du président américain sur les plages du débarquement devait avoir un retentissement important.

Au final, la Maison-Blanche s'est empressée de s'activer auprès du palais de Buckingham Palace pour réparer l'affront, et inviter le prince Charles, alors qu'un porte-parole du palais déclarait : « *Nous aimerions redire que nous n'avons jamais exprimé aucun sentiment de colère ni de frustration, et que nous sommes satisfaits de toutes les dispositions qui ont été prises* ». Car sa gracieuse Majesté sait tenir son rang.

Conclusion : c'est raté pour la photo exclusive, et le président Obama n'a été présent que quelques heures.

Tout ceci est mesquin, médiocre et ridicule, mais celui-ci ne tue pas, paraît-il.

Denis CRIBIER

royaliste
BILAN POLITIQUE 2012-2013

SOMMAIRE : p.2 : Insulte à la Reine - p.3 : Résistance citoyenne - A quand la chute ? - p.4 : Appel pour refonder l'Université - p.5 : Islamica - p.6/7 : Le temps de la Résistance - p.8 : La fin du rêve - p.9 : Les promesses du futur - p.10 : Lignard - Les Onze - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Rien de nouveau.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0509 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €)

☐ six mois (30 €)

☐ un an (47 €)

☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Résistance citoyenne

Une pétition court à l'initiative du député
socialiste Michel Vauzelle, qui mérite toute notre
attention.

L'Union européenne s'est montrée incapable d'imposer une notion commune de **service universel**. Face au démantèlement des *services publics à la française* Vauzelle propose de leur consacrer une *Charte* et de l'inscrire dans la Constitution. Il déposera, dit-il, « *une proposition de loi constitutionnelle concernant les services publics qui concourent à la politique économique et sociale de la Nation* ». Appuyée par 20 % des membres du Parlement et 10 % du corps électoral, celle-ci pourra être soumise à référendum. Et d'ajouter : « *Dans une Union européenne affaiblie par ses divisions face à la mondialisation, la France doit rappeler sa morale et sa conception de la gestion de l'avenir de l'humanité : résister, même si l'argent est le plus fort.* »

On ne saurait mieux dire la philosophie des services publics issue de l'expérience politique et sociale de notre nation. Elle fait corps avec une constitution non écrite qui est la référence de nos consciences civiques et un précieux sésame d'avenir.

Car le soutien d'activités assurant des fonctions vitales au service de la population n'est pas une nouveauté : sous l'Ancien Régime, les fermes générales des grands travaux, subsistances, matières premières, transports, sous forme de régies créées et contrôlées par le Roi, les géraient au bénéfice des *sujets* à cet égard égaux avant la lettre. La bonne marche de ces services dépendait comme aujourd'hui de la capacité de

l'État à leur ménager un espace économique stable et des capacités financières protégées des concurrences et exploitations mercantiles. Au cours de l'ère industrielle, la société française a dû reconquérir et développer cette tradition solidaire au fil de *révolutions créatrices* (1) dont la dernière, en 1946-48, refonda la République en annexant des droits sociaux à son *bloc de constitutionnalité*.

Les flous de la législation communautaire ont permis aux oligarques de rogner le principe d'entreprise publique pour s'en partager les clientèles, parfois aux dépens de la rationalité technologique. De fait, les traités constitutionnels n'accréditent ce qu'ils nomment *services d'intérêt économique général* (SIEG) (2) que passés sous les fourches caudines du marché, quitte à octroyer des privilèges de mendicité aux *services sociaux d'intérêt général* (SSIG).

Inscrire le service public plein et entier dans sa Constitution serait donc pour la France une utile révolution : cessant de louvoyer entre les *tolérances* bruxelloises, elle affirmerait sans fard la conviction contenue dans le préambule et les 5 articles de la Charte proposée (3).

Voilà pourquoi signer et recommander alentour cette pétition est peut-être aujourd'hui l'un des plus efficaces actes militants.

Jean ROUFFIAT

(1) B. La Richardais dans *Royaliste* n° 948, pp. 6-7, « *Des révolutions créatrices* ».

(2) Mentionné aux articles 16 et 86 du traité CE.

(3) <http://www.referendum-servicespublics.com/charte.html>

À quand la chute ?

Par rapport à l'euro, le cours du dollar va-t-il
baisser lentement ou s'effondrer ? La crise
monétaire est-elle pour cette semaine ou pour la
rentrée ? Les supputations vont bon train, tandis
que Jean-Claude Trichet distille ses billevesées
habituelles.

La crise financière n'est pas terminée, la situation des banques est loin d'être clarifiée, la crise économique s'accompagne partout de désastres sociaux et voici que s'annonce la crise monétaire redoutée depuis plusieurs mois. Jean-Luc Gréau a de nouveau sonné l'alarme le 28 mai dernier (1) : « *On peut penser que si la relance américaine n'obtient pas les effets escomptés, il y aura une crise du dollar. On nous annonce les premiers signes de reprise, mais il y a toujours des risques de faillite de petites banques et compagnies d'assurance. Les États-Unis ont encore perdu 600 000 emplois le mois dernier. La réussite de la relance est sujette à caution. La Chine menace de cesser de soutenir le dollar* ».

Jean-Luc Gréau fait observer que « *la Chine a cessé d'acheter du dollar (...) au profit des matières premières comme l'or, l'argent, les métaux et même le pétrole* ». Par ailleurs, les Chinois ont signé des accords avec les Brésiliens pour commercer sans utiliser le dollar, à des taux de change négociés entre les deux pays. Et c'est encore la Chine qui a pris l'initiative de réclamer la création d'une nouvelle unité de compte internationale fondée sur un panier de monnaies. Enfin, l'énormité du déficit budgétaire américain fait peser un doute croissant sur la solvabilité de l'É-

tat fédéral – du jamais vu qui va accélérer la chute du dollar.

Une semaine plus tard, la gazette vespérale des oligarques (*Le Monde* du 6 juin) affirmait que « *l'hégémonie du dollar est attaquée de toutes parts* » et soulignait que la monnaie américaine avait atteint 1,43 euros le 2 juin. La hausse de l'euro est une très mauvaise nouvelle : alors que la crise économique se poursuit, les exportations des pays de la zone euro vont se trouver encore plus pénalisées. Ils ne peuvent rien faire, puisque c'est la Banque centrale européenne qui décide en pratique de la politique de change.

Or Jean-Claude Trichet ne décide rien. Il s'est déclaré partisan d'un dollar fort et s'est réjoui que ses amis américains aient prononcé des paroles en ce sens – ce qui ne mange pas de pain. Il a réaffirmé l'indépendance de la Banque centrale européenne, principe calamiteux. Autrement dit, l'homme de Francfort se contente d'observer la partie qui se joue entre la Chine et les États-Unis, d'autant plus sereinement que personne ne peut lui demander des comptes. Du moins pour le moment.

Annette DELRANCK

(1) Propos recueillis par Philippe Cohen et publiés sur le [site de Marianne2.fr](http://site.de.Marianne2.fr) le 28 mai.

« Appel pour refonder l'Université »

Le désintérêt absolu de notre président pour l'Université, la complexité d'un dossier que les citoyens ont du mal à appréhender et la couverture complaisante et mensongère qui en est faite par les médias, ont laissé penser au gouvernement qu'il pouvait donner avec sa loi relative aux Libertés et Responsabilités des Universités (LRU) un exemple de fermeté à bon compte.

Après trois mois de grèves, rien ou presque n'aura été concédé, et petit à petit, à l'approche de la fin de l'année universitaire tout le monde semble rentrer dans le rang : quel professeur ne céderait-il pas devant le chantage aux examens ? L'État peut montrer alors qu'il ne recule pas et n'abandonne rien devant les syndicats, les grèves et les crispations corporatistes. Hélas, cette tactique de communication aura fait une victime : l'Université tout entière.

Ce constat n'est pas seulement le nôtre, il est partagé par l'ensemble du monde de l'enseignement supérieur et de la recherche, et un appel a été publié le 14 mai dernier dans *Le Monde*, par une trentaine de personnalités renommées, qui reprend cette analyse : « *Il est désormais évident que l'Université française n'est plus seulement en crise. Elle est, pour nombre de ses composantes, à peu près à l'agonie* ».

Cet Appel pour refonder l'Université, présente une série de constats extrêmement sévères sur l'état de l'enseignement supérieur en France, la place de l'université et ses missions, puis propose des réformes sur les cursus et sur la gouvernance. Si tout n'est pas à prendre en bloc, un tel document a l'avantage de décrire clairement les grands

problèmes actuels de l'université, à commencer par *un des non-dits récurrents* : celui de l'existence d'un enseignement supérieur à deux vitesses, dans lequel l'université est « *en concurrence déloyale avec tout le reste du système d'enseignement supérieur [prépas, grandes écoles, BTS, IUT...] institutions en général mieux dotées per capita et davantage maîtresses du recrutement de leur public* ». En bref : les bons éléments et ceux qui en ont les moyens vont vers ces filières efficaces, les autres sont expédiés sans recours dans des universités-dépotoirs.

À partir de là, beaucoup de points s'éclairent. On peut laisser pourrir la situation, puisqu'elle n'a pas d'influence sur les enfants de l'élite. On peut aussi considérer l'Université dans une vision coût-bénéfice financier, puisque le reste : culture, transmission de savoir, recherche, n'a pas d'importance. Inutile enfin d'investir et de recruter des enseignants pour un public délibérément sacrifié : le *darwinisme social* de notre président trouve là sa pleine mesure.

Le diagnostic, sans appel, est donc globalement juste. La description des missions de l'Université fera certainement couler un baume sur les plaies de tous les universitaires qui se sentent méprisés par leurs

tutelles et incompris de leurs concitoyens. Tout est à garder dans cette partie de la lettre : mission de produire et transmettre des savoirs légitimes et innovants; souci de la qualité des connaissances, mission de recherche et d'enseignement, besoin d'un personnel administratif compétent et suffisant en nombre, etc.

Les solutions suggérées reprennent des propositions que les universitaires font depuis des années. On pourrait reprocher au texte une certaine discrétion sur la recherche et les relations avec les Instituts scientifiques nationaux. L'origine des signataires, presque tous issus des sciences humaines, explique peut-être cette faiblesse dans leur lettre. On peut également regretter la rapidité des remarques sur le sous-effectif, les évaluations et le rôle de l'AERES (1), le financement de la recherche piloté par l'ANR (2), etc. (3). Mais on ne peut tout mettre dans une lettre de trois pages.

Il reste bien sûr quelques points critiquables : la déclaration abrupte que *tout le monde s'accorde sur la nécessaire autonomie des universités*, même pondérée par la suite du discours qui distingue autonomie de gestion et autonomie scientifique, reste très ambiguë. La réforme qui prône l'autonomie ne le fait que dans une vision comptable, voire mercantile :

il s'agit de vendre l'université aux pouvoirs économiques locaux. Les signataires ont raison de réclamer des contre-pouvoirs face aux présidents d'universités, que la réforme rend tout-puissants. Mais ce sera insuffisant si des protections, plus urgentes encore, ne sont pas mises en place contre les pouvoirs économiques. La réforme impose de fait des dérives dans les montants des droits d'inscription, par exemple : comment faire autrement, si l'Université, du fait de son autonomie, doit s'autofinancer ? Sans parler des dettes contractées pour compenser des budgets d'entretien dérisoires depuis des années : allez voir, dans n'importe quelle faculté, l'état d'abandon dans lequel l'État a laissé pourrir l'Université en France.

Cet appel mérite donc d'être soutenu. Il pose des principes essentiels, et propose des vraies réformes, présentées depuis longtemps par les universitaires, mais qui, parce qu'elles vont à l'encontre d'une volonté de réduction des budgets, de diminution des effectifs et d'abandon de toute politique – coûteuse – de formation et de recherche, ont toujours été rejetées. On peut ergoter sur le détail des propositions, ne pas être d'accord sur tout et avoir d'autres idées, mais on ne peut qu'approuver globalement un effort qui vise à « *concilier les deux versants de l'idéal universitaire démocratique : l'excellence scientifique, raison d'être de l'université, et le droit à la formation pour tous, qui la fonde en tant que service public* ».

Souhaitons que ces grands noms de l'intelligence française soient plus entendus que les dizaines de milliers de chercheurs, enseignants et étudiants qui manifestent depuis trois mois. Mais n'y croyons pas trop...

François VILLEMONTAIX

(1) Agence d'Évaluation de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur.

(2) Agence Nationale de la Recherche.

(3) Voir nos analyses dans *Royaliste* n° 943, page 2, « *Haine de la Recherche* ».

Islamérica

Le nouveau partenariat entre l'Amérique et l'Islam fait craindre pour la place des Européens.

Que fait Sarkozy à Abou Dhabi ou à Riyad sinon s'aligner sur la politique américaine ? Mais de quelle politique américaine s'agit-il ? Tout se passe comme si Sarkozy s'alignait sur les néo-conservateurs du temps de George W. Bush au moment même où Obama les renie de tous ses pores. Le discours que ce dernier a prononcé au Caire le 4 juin - avant de se rendre en Allemagne et en France pour commémorer les deux grands faits de la Seconde Guerre mondiale, Buchenwald et les plages de Normandie - a pour effet de prendre Sarkozy à contre-pied. Du coup la France se trouve à nouveau en décalage, alors qu'elle était précurseur. Beau chassé-croisé : en bref Obama rejoint Chirac au moment où Sarkozy rattrape Bush !

Il y a belle lurette que les plus hautes autorités françaises - et européennes - ont tenu au Caire et ailleurs le discours qu'Obama tient aujourd'hui. A quelques différences près. Trois, rapidement : la religion, l'immigration, l'économie.

Obama est revenu à trois reprises sur la question du voile. « Aux États-Unis, dit-il, il est illégal d'interdire le port du hijab et il est possible de poursuivre ceux qui l'interdisent ! ». La laïcité positive de Sarkozy ne va pas jusque-là, même s'il se contredit en rejetant la Turquie kémaliste qui refuse le voile dans certaines fonctions.

Comme un autre coup de patte contre la France, Obama vante le modèle d'intégration de sept millions de musulmans dans la société américaine, en oubliant de préciser que la moi-

tié sont des Africains-américains, ce qui laisse un très faible pourcentage en provenance du monde arabe, là où la France avec cinq fois moins d'habitants en compte à peu près le même nombre, tous Arabes, et autant de mosquées.

Enfin, Obama est visiblement admiratif des succès de la finance islamique, de Kuala Lumpur à Dubaï, là où nous y voyons autant d'aberrations de la gestion de la rente pétrolière.

A quel public s'adresse Obama ? Avant tout aux Américains parfaitement ignorants d'un islam lointain et idéalisé autant qu'il a été diabolisé. Nous n'avons pas les mêmes raisons, du fait de la proximité géographique autant que culturelle, au moins autour de la Méditerranée. C'est moins vrai de la péninsule arabique et du Golfe où nous n'avons aucune tradition de présence et où on ne nous a pas encore expliqué ce que nous y ferions, mis à part renifler une forte odeur de pétrole. Obama tenait une promesse électorale. On ne se souvient pas que Sarkozy avait promis aux électeurs français d'ouvrir une base militaire à Abou Dhabi. Obama avait promis au peuple américain le retour de ses soldats d'Irak. Sarkozy n'a pas promis à ses électeurs de faire la guerre avec l'Iran, même si nous l'en soupçonnons.

L'auditoire musulman auquel le président américain était supposé s'adresser n'y a rien vu de nouveau. Comme Africain-américain, Obama avait quelque légitimité à traiter à Philadelphie du problème racial américain. Obama l'Africain reste encore à découvrir. Tout laisse à penser qu'il sera assez conventionnel. Au Caire, on n'a

pas découvert Obama le musulman - qu'il n'est pas. Les hommages vont à l'homme (smart) mais même lui ne saurait faire illusion. Tant mieux s'il est un partenaire plus difficile d'Israël (à cause de Nétanyahou), mais pour le reste rien de changé.

Les électeurs libanais ou iraniens n'auront vu aucune indication de voter pour celui-ci ou celui-là. Les autres ne votent guère librement. Le danger d'un tel discours est de vouloir s'adresser à tous ou au moins à la grande majorité - contre une petite minorité, sans la désigner ouvertement -, et donc de demeurer dans les généralités. Tout en étant moins catégorique sur les groupes déclarés terroristes, et en voulant couvrir tout le champ politique, la France n'en exprime pas moins clairement ses choix, en harmonie avec son projet d'intégration nationale. Au moins jusqu'à présent, jusqu'à ce que l'écart se creuse avec les options américaines - qu'Obama devait réduire.

Le risque est que la politique arabe que nous essayions de remodeler, de renouveler, ne soit aujourd'hui réorientée pour coller à celle des Américains. On ne s'alignera pas sur un discours mais sur la réalité des intérêts. Et nous n'avons pas encore vu beaucoup d'analyses conduites sur la base des intérêts et non des idéaux. C'est souvent ce qui empêche l'ouverture de discussions concrètes tant avec Israël, l'Iran ou le monde arabe quoique le vocable recouvre aujourd'hui. En tout cas, il n'y a pas concrètement matière entre l'Islam et l'Occident qui ne constituent plus, contrairement à plusieurs siècles d'histoire, des entités politiques.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **BRÉSIL** - Parmi les 228 victimes de la catastrophe aérienne du 1^{er} juin dernier figure le prince Pierre-Louis d'Orléans-Bragance, âgé de 26 ans, fils d'Antoine d'Orléans-Bragance et de la princesse Christine de Ligne. Il était, après ses deux oncles et son père, le quatrième dans l'ordre de succession de la Maison impériale du Brésil. Succession contestée par la branche aînée de la famille Orléans-Bragance qui n'a jamais reconnu la renonciation en 1908 de son aïeul - père de feu la comtesse de Paris - à ses droits.

♦ **FRANCE** - A la veille des élections européennes, le prince Jean, duc de Vendôme, a publié une tribune dans laquelle il déclare : « Le constat s'impose : l'Union européenne telle que nous la connaissons s'est révélée incapable de résister à la déferlante de la crise mondiale ». Le prince ajoute : « Je veux le dire avec force : s'agissant de l'Europe, l'urgence est désormais de trancher dans le vif et de se décider à réformer au fond. Réformer ? Mieux encore refonder ». Le texte complet de cette déclaration se trouve sur le site de *Gens de France* :

☞ http://www.gensdefrance.com/gdefrance1/index.php?option=com_content&task=view&id=98&Itemid=1

♦ **DANEMARK** - Déjà adoptée par le *Folketing* (Parlement danois), la loi modifiant la règle de succession au trône a été soumise à référendum le 7 juin. Et c'est par une très large majorité (85,4 % de Oui contre 14,6 % de Non) que les Danois se sont prononcés en sa faveur. La Constitution stipulait jusqu'à présent que le trône, à la mort du roi, revint à son fils ou à sa fille, mais qu'un fils cadet passait avant une fille aînée. Désormais le premier né de la famille royale, fille ou garçon, sera le premier dans l'ordre de succession, un privilège jusque là réservé aux mâles. La nouvelle règle ne modifie pas l'ordre de succession actuel puisque le prince héritier Frederik (41 ans) est l'aîné des enfants de la reine Margrethe II et que lui-même et son épouse la princesse Mary ont eu deux enfants Christian puis Isabelle.

♦ **GRÈCE** - Le roi Constantin II, âgé de 69 ans, a subi avec succès une opération cardiaque au Wellington Hospital de Londres. Sa sœur, la reine Sophie d'Espagne, s'est rendue à son chevet. Le roi Constantin vit en exil depuis sa tentative manquée de renverser le régime des colonels qui s'étaient emparés du pouvoir en 1967. Il n'a été autorisé qu'à de rares occasions à remettre le pied sur sa terre natale.

♦ **NÉPAL** - Le parti Rastriya Prajatantra (RPP-N) vient de lancer une campagne pour le rétablissement de la monarchie et réclame qu'un référendum national soit programmé sur la question. Il a organisé une manifestation qui s'est dirigée de l'ancien Palais royal jusqu'au bureau de l'Assemblée pour déposer un mémorandum. Il y a un an à l'Assemblée constituante les quatre députés du RPP-N avaient déjà été les seuls à voter contre l'abolition de la monarchie. « Avec une nouvelle constitution qui doit être élaboré d'ici l'an prochain, nous demandons au gouvernement de tenir un référendum national sur la question de la monarchie », a déclaré Rajaram Shrestha, ancien maire de Katmandou, et secrétaire général adjoint du parti. Le chef du RPP-N, l'ancien ministre Kamal Thapa, a déclaré que ses militants poursuivraient les manifestations pour faire pression sur le gouvernement.

Le temps de la Résistance

Il y a beaucoup d'historiens des mouvements et des hommes de la Résistance mais l'histoire de la Résistance n'est pas encore faite. Il y eut des philosophes résistants - mais la philosophie de la Résistance reste à faire. Historienne, Alya Aglan présente modestement un *essai* ⁽¹⁾ qui est en fait l'esquisse précise et forte d'une philosophie de la Résistance française et européenne, face à l'armée allemande et au nazisme.

Ce *Temps de la Résistance* est neuf, audacieux, riche de perspectives. La nouveauté est dans la réflexion sur l'une des dimensions méconnue mais fortement ressentie par les Résistants : la relation au temps. L'audace est de prendre la Résistance comme un bloc - parti pris hautement revendiqué. Le livre recèle tant de lectures possibles que je ne veux surtout pas tenter une recension mais indiquer les premières remarques qui me sont venues quand je l'ai lu et lors de notre soirée de débat avec l'auteur.

La question de la temporalité historique (2) n'est pas seulement un sujet de dissertation à oublier sitôt passé l'examen, comme le croient les hommes pressés aujourd'hui au pouvoir ; c'est une interrogation primordiale pour l'homme engagé dans une action collective. Cette question devient cruciale lorsque l'engagement a lieu dans une époque tragique - quand l'action confronte à l'épreuve, qui peut être soudaine, de la mort. Pourtant, les courageux s'engagent, dans l'espérance toujours incertaine. Alya Aglan cite Bernanos (« *L'espérance est un risque à courir. C'est même le risque des risques* ») et le commente : « *Ce risque assumé par des individus est le signe authentique de leur liberté, qui se fonde elle-même sur le risque irréductiblement*

singulier de la mort ». Le héros est un *être-pour-la-mort*. Le courageux affronte la mort pour la vie libre. C'est en ce sens que la Résistance est *sans héroïsme* selon le titre du livre de Charles d'Aragon.

La liberté n'est donc pas cette *idée abstraite* qui fait ricaner tous les *petits mufles* de toutes les *générations réalistes* : c'est ce qui fait que la vie vaut la peine d'être vécue - et éventuellement sacrifiée. L'engagement d'une personne ou d'un groupe dans la temporalité historique n'a rien d'une odyssée sur le lac de Genève ; on y court de graves dangers, soulignés par Claude Bruaire : « *Contre la loi d'airain du temps, il nous faut faire l'histoire. Garder le passé, exister au présent, vouloir et espérer l'avenir. Mais il faut l'unité de ces trois extases. Refuge dans le passé, attention au présent fugitif, fascination du possible avenir, trois manières pour la liberté de se perdre* (3) ».

Alya Aglan n'a pas l'ambition de nous donner une philosophie de la Résistance : la biographie de Jean Cavaillès (4) la trouve chez les Résistants eux-mêmes, dès le début du mouvement, tout au long de la guerre et après. À l'encontre du cliché courant, il n'y a pas séparation de la pensée et de l'action. Des philosophes patentés prennent les armes, ce qui ne les

empêche pas de trouver chez Platon, Spinoza ou Thomas d'Aquin des raisons décisives de lutter. Des ouvriers, des employés, des paysans sont des combattants philosophes parce qu'ils ont en eux les valeurs fondamentales : dignité, liberté, justice. La philosophie de la Résistance est une philosophie politique, implicite ou explicite, qui est inscrite dans la temporalité historique : la patrie, la nation, l'humanité, la République, la légalité, la légitimité ne sont pas redécouvertes comme *notions* mais comme relations effectives (et affectives) entre l'individu résistant et sa collectivité constituée dans l'histoire et selon le droit.

Les *réalistes* diront que ce sont là de bien grandes idées pour de braves gens qui ne cherchaient pas midi à quatorze heures. Je n'oublie pas qu'on trouve des Français de toutes classes dans la Résistance mais les hommes et les femmes du *peuple menu* ne sont pas les derniers à donner, dans la clandestinité et dans les camps de concentration, des leçons de philosophie qui comptent parmi les plus simples et les plus fortes. Point n'est besoin de Sartre qui exista pendant la guerre sans résister...

Les *réalistes* diront encore que les grandes idées masquaient les violents conflits qui déchiraient les chefs de la Résistance et les organisations. Alya Aglan ne les ignore pas plus que les Résistants auxquels elle donne la parole et qui ont su dire ce que fut en esprit cette Résistance selon l'esprit. D'ailleurs, l'une des grandes discussions stratégiques porte sur le moment du passage à l'action : faut-il agir immédiatement (par les attentats) ou se préparer en vue du Jour J ? L'action immédiate risque de dégénérer en acti-

visme dangereux, le *jourjisme* peut être interprété comme un attentisme.

C'est parfois l'ennemi qui tranche le débat par ses propres décisions : le Service du Travail obligatoire pousse un grand nombre de jeunes gens vers les maquis que la Résistance doit ensuite équiper, entraîner et conduire au combat avant même les débarquements de Corse, de Provence et de Normandie. Surtout, le temps de l'attente n'est pas celui de l'inertie attentiste - ce que sait ou devrait savoir le simple opposant qui milite dans les époques paisibles. Alya Aglan cite René Cerf-Ferrière : « rien n'est inutile dans la Résistance : le tract, le journal, la radio, le murmure, le sabotage, l'action directe. Tout est lié et ne fait qu'un ». Ou encore cette remarque qui figure dans un rapport interne : « pour agir, il faut déjà être dans l'action ». Cela paraît simple. Or il faut un formidable courage pour prendre un morceau de craie et s'en aller tracer une croix de Lorraine sur un mur. Le critère n'est pas le risque couru, faible en l'occurrence, mais la force d'âme qu'il faut pour ne pas rester chez soi sur le conseil des *sages*.

À quoi bon ce défi enfantin lancé aux divisions blindées de l'ennemi et aux services de propagande de Vichy ? Le morceau de craie est déjà une arme, celui qui l'utilise est prêt à faire sauter un train et, à la fin des fins, ce sont les humbles qui gagnent. Tout est utile pour recréer des liens après la défaite militaire et pour signifier qu'il y a encore de l'espoir parce qu'un homme libre trace un signe ou glisse un journal sous une porte.

Le temps de la Résistance est déjà celui de la liberté. Plus exactement, comme dit Alya Aglan, « la Résistance doit être comprise comme un moment de liberté, rare moment de l'histoire où les hommes peuvent véritablement l'éprouver ». Cette épreuve est à prendre dans tous les sens du mot : la privation collective de liberté fait comprendre et désirer la liberté, de même que l'injustice nous dit ce qu'il en est de la justice. Cette compréhension de la liberté se prolonge dans l'acte libre de l'insurgé en marche vers la libération.

Le temps de la Résistance est celui de l'espérance qui fait de l'avenir un projet concret. Alya Aglan évoque le *temps des planificateurs*. Le mot n'est pas à la mode mais ce n'est pas trop dire. Dès 1940, le général de Gaulle et les premiers Résistants tirent des plans pour construire le monde nouveau. Plans de constitution, plans économiques et sociaux, plans pour l'Europe qu'une petite minorité, fervente, envisage sur le mode fédéral. Alya Aglan montre comment des Résistants

français (Henri Frenay), allemands et italiens ont forgé ce fédéralisme européen qui a eu une influence dans les vingt premières années de l'après-guerre et qui été peu à peu laminé par les froides mécaniques bruxelloises. Mais ce ne fut qu'un projet parmi d'autres, qui annonçaient une transformation profonde de la nation française.

Le temps de la Résistance est celui de la révolution. Les royalistes connaissent les admirables pages écrites par Bernanos pendant la guerre. Mais beaucoup de Français, qui savent combien les Résistants furent des politiques, ignorent à quel point la Résistance dans son ensemble fut un mouvement révolutionnaire : dans ses conflits internes, avec ces hommes et ces femmes de droite et de gauche, ces communistes et ces chrétiens, ces nobles et ces ouvriers, la Résistance forme le parti patriote révolutionnaire qui trouve son origine dans les années 1789-1792 de la Révolution française. Mais cela va plus loin et c'est encore plus profond. Il y a une révolution républicaine et laïque, une révolution chrétienne et socialiste, une révolution européenne fédéraliste, la révolution léniniste-stalinienne des communistes, la révolution gaullienne - toutes peu ou prou inspirées par l'esprit humaniste (5). C'est cet esprit de la nouvelle révolution française qui s'affirme dans la charte du **Conseil national de la Résistance** et dans le Préambule de 1946 et qui est incarné par le général de Gaulle.

Il y a enfin le temps de la déception, qui n'est pas vécu de la même manière par ceux qui pensaient maintenir l'unité de la Résistance, par les démocrates-chrétiens du MRP, par les gaullistes qui s'en vont fonder le RPF, par les communistes. C'est aussi le temps de la reconstruction avec ces révolutions concrètes que furent le vote des femmes, la Sécurité sociale, la planification...

J'aimerais qu'Alya Aglan situe dans un autre livre la période de la déception politique et de la reconstruction économique et sociale dans une plus vaste perspective historique. L'histoire des Résistants pendant la deuxième moitié du



XX^e siècle est bien connue mais les aventures politiques et intellectuelles des enfants de résistants et de déportés et celle de tous les fils spirituels de la Résistance mériteraient enquête et réflexion. Bien des engagements, contradictoires, s'expliquent par ce point commun. Bien des évolutions aussi, surtout à partir du moment où la génération des héritiers s'est trouvée peu à peu requise pour assurer l'œuvre compliquée et périlleuse de la transmission de ce qui a été éprouvé pendant la guerre - et pour accomplir ce qui a été jusqu'à présent manqué. Poursuivre le combat de la **Résistance à la révolution**, tel est bien, pour nous et pour tant d'autres, le mot d'ordre.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) Alya Aglan - « *Le Temps de la Résistance* », Essai, Actes Sud, 2008, prix franco : 25,50 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Sur la distinction entre temps et temporalité, cf. Marcel Conche - « *Temps et destin* », PUF, 1982, (pages 39 et 87), prix franco : 20,50 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (3) Claude Bruaire - « *Pour la métaphysique* », Fayard, 1980, (page 181), livre épuisé.

📖 (4) Alya Aglan - « *Jean Cavaillès résistant ou la pensée en actes* », Flammarion, 2002, prix franco : 21 €.

➡ [Achat immédiat](#)

📖 (5) Sur les communistes français, cf. Dominique Desanti, « *Ce que le siècle m'a dit, Mémoires* », Plon, 1997, réédition Hachette Pluriel, prix franco : 17,50 €

➡ [Achat immédiat](#)

La fin du rêve

En septembre 2007, un acteur américain, George Dennis Carlin, dit avant tout le monde et en peu de mots la vérité sur la crise dans son pays : « Cela s'appelle le rêve américain parce que tu dois être vraiment endormi pour y croire ». Deux maîtres-experts confirment.

Toutes les données réunies dans le livre de Patrick Artus et Marie-Paule Virard (1) sont connues des lecteurs de *Royaliste* grâce à nos amis économistes et l'hypothèse, ici familière, du déclin américain est présentée comme une dramatique révélation. Emmanuel Todd n'est pas cité, Jacques Sapir et Jean-Luc Gréau non plus. Ce qui permet de vendre du neuf, de l'inédit, de l'inouï.

Pourquoi s'attarder sur cette compilation, assortie de maigres références théoriques ? Parce que Patrick Artus, directeur de la recherche de Natixis, professeur à l'École polytechnique, est le pape de l'expertise économique. Parce que Marie-Paule Virard, ancienne rédactrice en chef du magazine *Enjeux-Les Échos*, est une pointure. Ce qu'ils disent est tenu pour vrai dans l'oligarchie et leur argumentation risque d'impressionner nombre de décideurs, pour le meilleur et pour le pire.

Le meilleur : la fraction optimiste du milieu dirigeant va peut-être comprendre que la crise mondiale n'est pas une récession classique et de courte durée dont nous pourrions sortir grâce à des *stabilisateurs automatiques* : cette crise est systémique, elle a pris naissance aux États-Unis et elle marque la fin du modèle américain. Ce modèle

est ultra-libéral dans son application systématique de la théorie (fausse) des avantages comparatifs : elle a conduit les États-Unis - et d'autres pays - à accepter de perdre une part croissante de leur substance industrielle pour mieux se spécialiser dans la production haut de gamme et dans la gestion des services hautement rentables.

Mais on s'aperçoit que ces secteurs aussi peuvent être massivement délocalisés, ce qui provoque une chute de croissance qu'il faut compenser par le déficit public et par l'endettement croissant des ménages. Le déficit public est financé par le placement de bons du Trésor américain à l'extérieur. Les ménages américains compensent la baisse des salaires par le recours au crédit. C'est ainsi qu'ils ont pu maintenir leur consommation tout en continuant à acheter, toujours à crédit, des maisons. Depuis l'été 2007, ce système vicieux ne peut plus fonctionner. Tout est colossal dans ce que révèle la crise : l'endettement des ménages, la masse des titres pourris détenus par les banques, le déficit budgétaire, le déficit du commerce extérieur, les effondrements industriels (General Motors), le nombre croissant de chômeurs et de travailleurs pauvres, le nombre des salariés qui ne peuvent plus se

soigner ni même se nourrir normalement, le nombre de ceux qui voient s'amenuiser le montant de leur retraite par capitalisation. Les chiffres accumulés et commentés par Patrick Artus et Marie-Paule Virard sont accablants.

Bilan : les États-Unis, engagés de surcroît dans deux guerres perdues mais excessivement onéreuses, placent des bons du Trésor en Chine pour limiter les désastres tandis que les Chinois soutiennent le dollar pour ne pas être lésés car leurs réserves dans cette monnaie sont considérables. Américains et Chinois se sont pris mutuellement en otages. Cela crée une situation instable qui peut, en se dénouant, entraîner une chute catastrophique du dollar.

Telles sont les données que les oligarques français et européens ont intérêt à connaître. Mais ils vont aussi adopter les solutions avancées dans le livre parce qu'elles confortent leur tendance à se solidariser avec les Américains. Les deux maîtres-experts sont des atlantistes qui parlent aux atlantistes : non, il n'est pas trop tard pour sauver l'Amérique ! Oui, « il faut sauver le soldat Obama » !

Comment ? En empêchant la chute du dollar et en écartant, pardi, la tentation protectionniste. Il faut donc

collaborer avec les États-Unis : « Barack Obama a besoin des milliards du reste du monde et le monde a intérêt à maintenir le dollar hors de l'eau ». Les grandes banques centrales (Europe, Chine) doivent financer les investissements industriels, les infrastructures publiques, les économies d'énergie, les dépenses de recherche par un *plan Marshall* qui permettra de rétablir le *leadership* américain.

D'où cette conclusion hallucinante : « Et si le reste du monde prend la peine de financer le retour à la compétitivité de l'économie américaine, autrement dit à **aider un puissant concurrent à se refaire une santé industrielle et renonce du même coup à mettre l'épargne mondiale au service du développement des pays pauvres** [je souligne], c'est bien sans doute aussi que la réparation des fondations de la maison Amérique constitue un préalable à toute consolidation de l'économie mondiale ».

Aidons les États-Unis à si-phonner l'épargne mondiale pour qu'ils puissent ensuite nous concurrencer plus durement ! Expliquons aux pays pauvres qu'ils doivent patienter pendant une ou deux décennies et endurer les famines et les épidémies pour la reconstruction d'un pays prédateur ! Demandons poliment aux dictateurs de Pékin d'empêcher les ménages chinois de trop consommer ! Prions pour que les Américains, une fois rétablis dans leur prospérité économique et financière, ne nous plongent pas dans une troisième crise mondiale !

Je souhaite à Patrick Artus et Marie-Paule Virard un énorme succès de librairie : leur livre nourrit, formidablement, la colère.

Sylvie FERNOY

(1) Patrick Artus & Marie-Paule Virard - « *Est-il trop tard pour sauver l'Amérique ?* », La Découverte, 2009, prix franco : 12 €. 

Les promesses du futur

Le climat de crise – qui se réfère à des réalités tangibles et douloureuses – sera-t-il propre à une réflexion sérieuse, au point de bousculer certaines vérités acquises ? Celles qui s'identifient à *la modernité*, aux *Lumières* censées éclairer définitivement notre trajectoire historique ? On peut l'espérer, sans en être sûr. L'atonie du débat politique autour de l'Europe pourrait bien être le signe d'un refus de penser et de se remettre en cause. Même nos écologistes sont très loin de concevoir à quel point le **catastro- phisme éclairé** d'un Jean-Pierre Dupuy impose une *metanoïa* radicale. Plus généralement, l'espoir d'une reprise économique acquise au prix de quelques vagues corrections dispense d'un examen général qui irait jusqu'à reprendre la question de ce que Max Weber appelait **les promesses du monde**. Le grand sociologue allemand entendait par-là tout le programme élaboré au XVIII^e siècle et dont il décrivait la désagrégation par rapport à nos idéaux, en dépit du gigantesque effort de rationalisation dont il était investi. La *morsure du nihilisme* était perceptible chez le penseur immunisé du *pathos* philosophique. Pierre Bouretz s'était saisi de l'œuvre de Weber pour imposer un questionnement qui, déjà, refusait le seul horizon hégélien pour comprendre le déroulement du temps (1).

Je note que quatre ans avant la publication de ce qui était une thèse universitaire, prologue d'un développement philosophique essentiel, le fameux manifeste de Francis Fukuyama avait semblé théoriser triomphalement l'accomplissement des promesses de la modernité, en mettant en accord la force de la science et de la technique avec le mouvement de la lutte pour la *reconnaissance de l'autre*. La performance économique désormais libérée des contraintes totalitaires s'accordait en la rendant possible avec l'émancipation démocratique libérale. L'ultra-libéralisme qui bouleversait la face du monde au moyen de tous les facteurs de la globalisation trouvait ainsi sa justification philosophique en parfaite cohérence avec le projet des Lumières. À partir de là, toutes les gloses s'imposaient sur la mondialisation heureuse et le *cercle de raison* qui s'affirmait à l'encontre de toutes les contestations du système. Il faut ajouter en faveur de Fukuyama que son optimisme était sérieusement modéré par des interrogations encore sans réponses. Néanmoins le fil directeur, repris d'Alexandre Kojève, renvoyait à une histoire acquérant sa propre rationalité, au point de vraiment accomplir ses promesses et sa fin.

Mais cette victoire où théorie et réalité semblaient parfaitement accordées, n'était pas indemne des ombres que les plus grands penseurs avaient pressenties. On ne pouvait échapper aux avertissements qu'un Edmund Husserl avait proférés sur la crise de la conscience européenne et sur l'héroïsme de la raison pour échapper à un défi mortel. Pierre Bouretz est de ceux qui ne se sont jamais départis de l'inquiétude qu'impliquait l'inadéquation de l'histoire à sa réalisation et qui amenait inéluctablement à un affrontement avec Hegel. Pour

ce faire, il était armé d'immenses lectures fournies par le courant judéo-allemand et ainsi orienté vers une toute autre conception du devenir historique.

J'avais rendu compte, en son temps, de ce livre magnifique consacré à cette lignée étonnamment féconde qui réunit Hermann Cohen, Franz Rosenzweig, Gershom Scholem, Ernst Bloch, Walter Benjamin mais aussi notre Emmanuel Levinas (2). En les considérant dans leur unité profonde d'inspiration je m'étais fait à moi-même l'aveu qu'ils représentaient l'école la plus proche à moi-même, la plus accordée à mes inclinations et la mieux à même de répondre aux requêtes d'une pensée s'orientant entre politique et sens du temps. Il m'est d'autant plus précieux de retrouver aujourd'hui ce même courant que l'interrogation de fond nous poursuit plus encore. Dans un court essai, Pierre Bouretz (3) nous rappelle son intention en la concentrant sur quelques thèmes et en l'opposant à cette conception hégélienne qui s'avance comme « *une justification intégrale du passé et conclut une paix totale et prématurée avec le monde.* » Pour s'arracher à cette obsession, il fallait retrouver « *les lumières*

du messianisme » dont l'inspiration biblique est centrale, et qui restauraient « *la faculté d'étonnement* », sauvaient « *la capacité d'anticipation sur la reconstruction d'un horizon d'espérance.* » Cela suppose que Jérusalem ne soit pas définitivement oubliée en faveur de la seule Athènes. Ces deux capitales sont aussi nécessaires l'une que l'autre. Le vingtième siècle ne s'est-il pas caractérisé au contraire, par « *la fermeture des portes d'Athènes après que les murailles de Jérusalem aient été détruites.* »

C'est bien le refus du nihilisme qui impose le retour de Léo Strauss aux lumières médiévales que les Lumières avaient voulu éclipser à jamais. Le mode de penser qui se trouve ainsi proposé ouvre à des rapports différents avec autrui et à une autre sagesse, dont on a pu dire qu'elle était sagesse de l'amour. On est évidemment

aspiré par l'œuvre d'Emmanuel Levinas, avec cette tension féconde qui permet à des notions bibliques de devenir normes de la vie commune, telles l'hospitalité et la primauté de la relation éthique. Cependant, un personnage nouveau prend place dans la vivante galerie des **témoins du futur** chers à Pierre Bouretz. C'est Jacques Derrida, qu'un a priori tenace aurait écarté des philosophes français d'origine juive. C'est pourtant bien lui, qui se sentait si proche d'Emmanuel Levinas au point de prononcer au moment de sa mort le célèbre *Adieu*. C'est lui aussi qui, enfin venu au Colloque des intellectuels juifs, n'hésite pas à parler d'une paix messianique dont la promesse appartient au concept même de « *paix et suffit à le distinguer de l'armistice, du cessez-le-feu ou même de tout processus de paix.* » Aussi le philosophe peut-il prolonger sa propre réflexion politique, avec d'ailleurs des difficultés et des controverses qui sont loin de l'univers levinassien. Qu'importe ! Il nous est indispensable de retenir que Derrida, par toute une part intime de lui-même, rejoignait les lumières du messianisme.

par Gérard Leclerc



📖 (1) Pierre Bouretz - « *Les Promesses du monde – Philosophie de Max Weber* », Gallimard, prix franco : 29,50 €. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Pierre Bouretz - « *Témoins du futur – Philosophie et messianisme* », Gallimard, 2003, prix franco : 46 €. Cf. *Royaliste* n° 825, « *Judaïsme contre nihilisme* », Idées par Gérard Leclerc, page 9. ➡ [Achat immédiat](#)

📖 (3) Pierre Bouretz - « *Les lumières du messianisme* », Hermann, Le Bel aujourd'hui, prix franco : 22 €. ➡ [Achat immédiat](#)

Lignard

La période des guerres napoléoniennes, par son ampleur et ses aspects ambivalents, a considérablement marqué la mémoire nationale. Pour ces mêmes raisons il était légitime qu'elle inspire de nombreux créateurs.

Dimitri et Eudeline avec cet album s'attachent aux pas d'un de ces innombrables braves constituant la Grande Armée.

Leur héros, Udo Sajar un jeune bavarois idéaliste, autant fasciné par les idéaux de la Révolution que par le prestige martial de l'armée française intègre un régiment d'infanterie quelques semaines avant Austerlitz. Il ne le quittera plus jusqu'aux sombres jours des désastres de 1813. Suivant ses pas, nous partageons avec lui la force de conviction des sans-grade dont le pendant est la souffrance muette du quotidien avec ces marches épuisantes à travers l'Europe, mais surtout l'horreur et la terreur effroyable des batailles dont les noms glorieux recouvrent d'innombrables boucheries. Il est difficile de nos jours d'imaginer ces combats mélange de peur et de confusion pour l'homme du rang, les deux compères réussissent cette gageure.

Lentement Udo s'endurcit perdant ses illusions tout en gardant la foi de ses aspirations de jeunesse. Il ne rêve que d'une vie paisible dont la conclusion amère laisse pressentir qu'elle se refusera encore longtemps.

Dimitri et Eudeline rendent un bel hommage à ceux qui ne décident pas des guerres mais les font.

Bruno DIAZ

📖 Dimitri & Eudeline - « *Les oubliés de l'Empire* », tome 1, Joker P&T production, prix franco : 15 €. ➔ [Achat immédiat](#)

Les Onze

Chacun a plus ou moins en mémoire le tableau figurant les hommes du Comité de salut public qui instaurèrent la Terreur révolutionnaire en l'An II.

Ils étaient onze commissaires : Billaud, Carnot, Prieur de la Marne, Prieur-Duvernois, Couthon, Robespierre, Collot, Barère, Lindet, Saint-Just, Saint-André. On se souvient plus rarement du peintre du tableau : François-Elie Corentin, natif de Combleux sur la Loire, d'un père littérateur et d'un grand-père qui, sous Louvois, creusa et fit creuser le canal de Briare par ses Limousins de compatriotes. Quant au lieu où l'œuvre, seule en majesté, est exposée aujourd'hui, il suffit de se rendre au Louvre pour avoir l'occasion d'apprendre que, là précisément, au Pavillon de Flore dit de l'Égalité siégeait en 1794 le sordide comité.

Pierre Michon romancier a pris là rendez-vous avec l'Histoire ou plutôt le prophète de l'Histoire par excellence, Jules Michelet, qui a écrit douze pages d'exégèse à ce sujet - « *qu'il exécute autant qu'il admire*, dit Michon, *parce que c'est une scène truquée, et non pas truquée par l'absence du Christ, dont il se souciait peu et même qui l'enchantait - non, truquée parce que l'âme collective qu'on y voit, ce n'est pas le Peuple, l'âme ineffable de 1789, c'est le retour du tyran global qui se donne pour le peuple. Pas onze apôtres, onze papes.* »

N'était le talent de Michon, l'un des vrais écrivains de notre temps, on se demanderait ce qu'un romancier est venu faire dans cette galère. Mais justement, des gabares sillonnant la Loire de son enfance

entre ses deux femmes-mères aux robes-paniers à l'atelier *patriotique* de David, membre surrogatoire du susdit comité et entrepreneur de peintures à sa gloire, le page *Françoiszélie* à boucles blondes échappé d'une toile de Tiepolo (même devenu sur le tard tout le portrait du cordonnier Simon), attendait cette commande pour entrer lui aussi dans l'Histoire.

La commande - parlons-en - ou plutôt, laissons Michon-Michelet la dépeindre, s'inspirant d'une autre toile quasi gigogne, conservée au musée de Montargis : *Corentin en ventôse reçoit l'ordre de peindre les Onze*. Image fautive et truquée, elle aussi, mais qui trahit l'essence par nature fautive et truquée du récit historique dont il ne faut garder en vérité que la lancée prophétique. Ici, il est clair que cette commande artistique, faite clandestinement pour consacrer le triomphe imminent de Robespierre ou comploter inversement sa décapitation, est avant tout la preuve que la Révolution est échec : conjurant la tyrannie, elle l'a fait naître - et Dieu sait combien de fois sous nos yeux renaître - faute d'avoir honoré

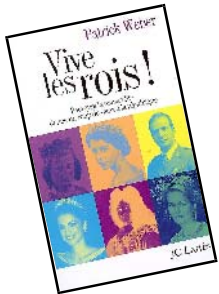
dans le Roi la majesté de l'Homme.

Cela, Michon ne le dit pas, mais la souveraineté de son écriture, procédant par *recorsi* à la Vico, fait plus que le suggérer. Toute la souffrance du sujet/citoyen rimant ici avec la masse martyrisée des aïeux limousins de Corentin hurle contre le ciel comme le sang aux mains de Macbeth joué par Collot d'Herbois sur les scènes de province puis de Collot Macbeth représentant en mission « *à Lyon en novembre sur la plaine des Brotteaux où sur ses ordres on amenait devant des fosses ouvertes des hommes attachés par dix, par cent, et à dix mètres de ces hommes il y avait les bouches de canons chargés à mitraille, neuf canons de marine montés de Toulon par le fleuve... et Collot était là non pas en fraise élisabéthaine mais avec le chapeau à la nation, l'écharpe à la nation...* », homme de gauche « *acculé à des alliances de droite* » par crainte de Maximilien...

Ce pourquoi il passa commande du tableau. Et ce pourquoi il faut aujourd'hui lire *Les Onze*.

Luc de GOUSTINE

📖 Pierre Michon - « *Les Onze* », éditions Verdier, prix franco : 15 €. ➔ [Achat immédiat](#)



Patrick Weber

Vive les rois !

Pourquoi la monarchie donne un coup de vieux à la République

Prix franco 18 € ➔ [Achat immédiat](#)

Souscription

« Sage est l'homme qui, ayant deux pains, en vend un pour acheter un lys »

(proverbe chinois)

Il y a quinze jours nous en étions à la moitié, aujourd'hui nous avons dépassé les deux tiers... Si l'effort ne faiblit pas nous devrions arriver à atteindre les 15 000 euros que nous nous sommes fixé comme objectif. Rappelons que c'est la somme qui nous est nécessaire pour boucler notre budget, pouvoir continuer à faire paraître *Royaliste* sans trop de problème et concrétiser divers projets restés dans nos cartons faute de financement. Il y a encore pas mal de lecteurs qui n'ont pas pour l'instant réagi, je compte absolument sur eux, même s'ils ne peuvent le faire que d'une manière très modeste, car, outre le problème financier, le nombre de ceux qui nous manifestent ainsi leur soutien est pour nous très important. Un encouragement à continuer.

Yvan AUMONT

4^e liste de souscripteurs

Alain Barré 50 € - Didier Bourdelin 30 € - Christian Bru 50 € - A.C. (Seine-et-Marne) 17 € - Jean-Loup Commo 50 € - François DENOËL 100 € - Véronique et Fabien Desmeaux 40 € - Michel Fontaurelle 150 € - Claude Ferrand-Blazer 100 € - Richard Fielz 100 € - Luc de Goustine 75 € - Jean-Claude Guillebaud 100 € - Gildas Guillin 20 € - Marc Hédelin 100 € - Martin Hybler 100 € - Didier Le Roué 50 € - Marc Leroy 30 € - Jean-Marie Mathieu 1000 € - Alain Mercier 300 € - Michel et Monique Pincon-Charlot 100 € - Jacques Roué-Daëron 40 € - Hervé Rumin 100 € - Pierre Sauterey 300 € - Hervé Simon 30 € - Michel Soulier 50 €.

Total de cette liste : 3 082,00 €

Total précédent : 7 521,16 €

Total général : 10 603,16 €

Faire un don

NUMÉRO VACANCES

Comme tous les ans, *Royaliste* suspendra sa parution mi-juillet. Le dernier numéro à paraître (n°952) sera daté du 13 juillet. Il s'agira, comme d'habitude, d'un numéro "spécial vacances" de 16 pages, spécialement conçues pour faire connaître *Royaliste*.

Nous incitons vivement nos lecteurs à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans leur entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. : 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.

Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiqueriez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

Le CD de chansons royalistes « Vendée 1792-1796 » est toujours disponible. 72 minutes d'audition et un livret avec toutes les paroles et des notices historiques. **Attention : plus que quelques exemplaires en stock.**

Prix franco : 21 €.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.narinfo.fr.st> (Informations et actualités)
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 17 juin - Invité régulier de nos réunions, **Philippe DELORME** est journaliste et historien spécialisé dans les dynasties royales. Auteur d'une vingtaine d'ouvrages, promoteur des recherches génétiques qui ont permis de résoudre l'énigme de Louis XVII, notre ami vient de publier le *Journal du comte de Chambord*. Ce journal intime, que l'on croyait détruit et que Philippe Delorme a retrouvé dans des archives privées, constitue un témoignage capital sur une histoire politique riche en bouleversements : révolution de 1848, second Empire, guerre franco-allemande, tentatives de restauration. Voici

« Le comte de Chambord, témoin et acteur de son temps » : l'homme saisi dans son intimité, avec ses certitudes et cette obstination qui a empêché que se renoue l'alliance entre le dernier représentant de la branche aînée et la nation.

● Mercredi 24 juin - Nous avons reçu à deux reprises **Jean-Paul GOURÉVITCH**, consultant international, spécialiste des questions africaines et des migrations, qui a enseigné pendant treize ans à l'université de Paris-XII. Notre invité aborde dans un nouvel ouvrage un sujet qui fait polémique et qui alimente maints fantasmes : « **Les Africains de France, entre discrimination et citoyenneté** ». Qui sont-ils ? Combien sont-ils ? Où travaillent-ils ? Quel est leur rôle économique ? Quelles sont leurs croyances religieuses ? Quels liens ont-ils gardé avec leur pays d'origine ? Sont-ils en train de s'intégrer ou sont-ils tentés par le communautarisme ? S'intéresser aux Africains de France, c'est mieux connaître le regard qui est porté sur eux dans la rue, dans les entreprises et dans les bureaux des ministères. C'est mieux connaître la France qui est et qui continuera d'être marquée par d'importants flux migratoires.

CHANSONS

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2) ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Rien de nouveau

Au soir du 7 juin, le commentaire médiatique a soudain dramatisé l'enjeu de ces élections européennes, présentées comme s'il s'agissait d'élections législatives nationales. D'où la netteté des analyses des experts : victoire de Nicolas Sarkozy et par ailleurs de Daniel Cohn-Bendit, défaite de Martine Aubry et de François Bayrou, les autres listes étant tenues pour quantité négligeable. Rien de nouveau dans le traitement de l'information...

Il est possible de regarder autrement l'actualité fugitive de ce dimanche soir. Le fait majeur, c'est le taux d'abstention : presque soixante pour cent. Cela signifie que, selon une tendance qui se renforce tous les cinq ans, les Français marquent massivement leur indifférence ou leur total rejet du Parlement européen. Le plébiscite en faveur de Nicolas Sarkozy, véritable président de l'UMP, s'en trouve fortement relativisé. Les résultats obtenus par les autres *grandes listes* est lui aussi faiblement significatif : on ne se mobilise pas et on ne vote pas de la même manière pour une consultation sans enjeu et pour une élection qui est décisive pour l'avenir de la nation.

Deuxième point qui importe : les succès et les défaites dont on parle dans les médias concernent des partis et groupements qui appartiennent tous à l'oligarchie :

- l'UMP ultra-libérale reste la formation majoritaire, située à une aile droite qui a récupéré des thèmes et des pratiques d'extrême droite pour mieux marginaliser le Front national ;

- l'aile gauche de l'oligarchie est affaiblie par la défaite du Parti « socialiste », en réalité libéral-social, qui est dirigé par une femme tout à fait favorable au « traité constitutionnel » ;

- placé au centre de l'oligarchie, le Modem, dirigé par un partisan du Oui, est remplacé ces temps-ci par un groupe Vert dirigé par un homme qui a fait campagne pour le défunt « traité constitutionnel » et qui défend le traité de Lisbonne. La différence entre les deux frac-



tions ? François Bayrou veut rassembler des Français en vue de son élection à la présidence ; Daniel Cohn-Bendit est un libéral-libertaire qui veut entraîner les siens et les sociaux-libéraux successivement déçus par Lionel Jospin, François Hollande, Ségolène Royal et Martine Aubry pour les mener nulle part.

Les formations de gauche hostiles au libéralisme économique en général et au traité de Lisbonne en particulier constituent une tendance qui n'est pas négligeable mais qui n'a pas pu peser dans la campagne en raison du mépris des grands médias pour les anciens partisans du Non. Il n'est pas indifférent que le Front de gauche, qui a esquissé un

projet politique, devance le Nouveau parti anticapitaliste qui se situe sur le simple plan de la contestation. La question de l'unification de cette tendance et de son élargissement à d'autres familles politiques reste posée. La stratégie isolationniste de Nicolas Dupont-Aignan est par ailleurs durement sanctionnée.

Quant aux institutions européennes, le scrutin du 7 juin ne changera rien. Tout était décidé d'avance et la répartition précise des sièges importe peu. L'alliance entre les libéraux et les socialistes sera reconduite et permettra à M. Barroso de continuer à afficher son insignifiance à la présidence de la Commission européenne – mais un autre ne ferait pas mieux. Le Parlement européen ne reviendra pas sur son atlantisme hautement proclamé et l'idéologie ultra-libérale continuera d'y régner. Il suffira de rappeler de temps à autre que cet organisme perd à chaque consultation un peu plus de sa crédibilité : cette année, seuls 43 % des électeurs de l'Union européenne sont allés voter et des listes nationalistes ont obtenu des succès en divers pays – ce qui n'est d'ailleurs pas pour nous réjouir. De toutes les manières possibles, y compris les pires, les députés ultra-libéraux majoritaires à Strasbourg, les sociaux-démocrates battus dans presque tous les pays et les Verts qui ont toujours représenté une tendance anti-politique se trouvent aujourd'hui massivement récusés.

L'Europe dite de Bruxelles agonise et la ratification toujours problématique du traité de Lisbonne ne parviendrait pas à la sauver. Contre le nationalisme, face à l'échec du marché globalisé, continuons à réfléchir à la refondation de l'Europe continentale selon la perspective confédérale que nous avons tracée.

Bertrand RENOUVIN